

PERSPECTIVES 2009 | CE QU'ILS EN PENSENT



Patrick MARTIN

Président du MEDEF Rhône-Alpes

Face à la crise, les entreprises doivent néanmoins se préparer au rebond

Notre région est pleinement touchée par la crise, du fait de sa vocation industrielle et de sa densité en entreprises sous-traitantes. Ces dernières sont durement impactées par le choc subi par la filière du véhicule terrestre. Ouverte sur l'international, Rhône-Alpes pâtit du net ralentissement du commerce mondial. Pour autant, certaines activités résistent bien, et il demeure de réelles opportunités de développement, par exemple suite au Grenelle de l'environnement.

L'épreuve de vérité sera pour le printemps ; on devrait alors pouvoir déterminer si la crise s'approfondit ou bien si le retournement se profile. Plusieurs facteurs vont dans le bon sens : le niveau de la parité euro-dollar, la forte chute du coût des matières premières, ainsi que celle des taux d'intérêt qui s'est enclenchée. Après un déstockage massif, la production va devoir reprendre. Les plans de relance vont aussi progressivement faire sentir leurs effets.

L'un des impératifs du moment est de permettre aux bijoux industriels de notre région de passer ce cap difficile, car il en va de la prospérité future de Rhône-Alpes. Il faut se féliciter de la mobilisation des autorités publiques en ce sens. Par contre, l'accroissement récent de la pression fiscale par certaines collectivités va clairement à contre-courant. Le MEDEF est aussi très attaché au dialogue entre donneurs d'ordres et sous-traitants, pour, ensemble, faire face à la crise et se préparer au rebond. Je veux saluer le sang froid dont font preuve les chefs d'entreprise en ces temps difficiles.



Alain AUDOUARD

Président de la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat Rhône-Alpes

La contraction de la demande pèse gravement sur l'artisanat

Les indicateurs économiques des 104 000 entreprises de l'artisanat rhônalpin se sont nettement dégradés au cours du deuxième semestre 2008, avec de fortes différences sectorielles. Le bâtiment est très touché par la baisse de la demande privée que ne compensent pas les efforts des collectivités et donneurs d'ordre publics. L'apparition du statut d'auto-entrepreneur pourrait aussi fragiliser la situation des entreprises établies. Les entreprises de sous-traitance industrielle - en particulier dans le décolletage, la plasturgie et l'automobile - connaissent de graves difficultés du fait de la contraction rapide de leurs marchés. La crise menace des pans entiers de l'artisanat et pourrait déstabiliser plusieurs territoires de notre région. Les services de proximité (métiers de bouche, hygiène...) souffrent également bien qu'à un moindre degré du ralentissement de la consommation. Pour le moment ces évolutions ont peu d'impact sur l'emploi, ce qui pourrait changer dès le second semestre 2009. En dépit des aides publiques, le rythme des embauches devrait rester très modéré cette année.



François GAUDICHET

Directeur régional de la Banque de France

Continuer à financer les entreprises pour préparer le redémarrage de l'économie

La situation économique n'est pas bonne en ce début 2009. Rhône-Alpes est pénalisée par l'importance des activités liées à la filière automobile et la forte orientation à l'export de son industrie dans le contexte de ralentissement du commerce mondial. Le poids de cette industrie, orientée vers les marchés étrangers et organisée autour de pôles de compétitivité est pourtant un atout fort qu'il ne faut pas perdre. La mobilisation des banques est indispensable pour le sauvegarder. Le manque de visibilité actuel est évidemment une difficulté lorsqu'il faut mettre en place des



François TURCAS

Président de la CGPME Rhône-Alpes

Le choc est dur, souhaitons qu'il favorise le retour aux fondamentaux de l'entrepreneuriat

Le choc de la récession est brutal. Les PME naviguent à vue, sans visibilité jusqu'à juin. Pour que la reprise espérée au second semestre se réalise, il faut que les commandes rentrent d'ici l'été. Dans ce contexte, il faut assurer toutes les marges de manœuvre possibles aux entreprises. Le rétablissement de la confiance entre les entreprises est aussi un élément déterminant.

Face au choc conjoncturel, qui se double de difficultés structurelles pour certaines activités, soyons innovants et pragmatiques. Ainsi, avec l'Etat, la Région et l'Agefos, nous avons mis en place des formations pour les salariés du décolletage, pour éviter des licenciements, ce qui soutient la trésorerie des entreprises tout en préparant l'avenir en élevant les compétences des collaborateurs et en les maintenant en dynamique. Nous veillons par ailleurs à ce que les mesures de relance ne laissent pas les PME à l'écart. Pour enclencher la reprise, nous proposons aussi un allègement sensible de l'impôt sur les sociétés en cas d'utilisation du résultat pour un investissement immédiat ou une redistribution aux salariés par l'intéressement ou la participation.

Cette situation très dure peut être porteuse d'avenir, en incitant à revenir aux fondamentaux que la CGPME a toujours défendus, à savoir ceux du patronat réel, qui bâtit jour après jour son entreprise. L'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur est aussi encourageant, si l'on veille à éviter la concurrence déloyale. Ce mouvement d'ampleur vers l'entrepreneuriat traduit une réponse à la crise très saine de la société. Ces nouveaux entrepreneurs vont aussi contribuer à trouver de nouveaux chemins pour la croissance.



Gérard SEIGLE-VATTE

Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes

Les agriculteurs, frappés par la baisse des prix, jouent l'atout proximité

Pour les agriculteurs rhônalpins, la baisse des prix s'affirme en 2009 : de - 20 % pour la production laitière à - 40 % pour les céréales. Les risques majeurs sont dès lors les défaillances d'exploitations, en particulier chez les producteurs de viande ovine et bovine et chez les viticulteurs, et le non renouvellement des actifs partant à la retraite. Au contexte de baisse des prix s'ajoute l'incertitude sur le devenir de la Politique Agricole Commune.

Pour contrer le décalage général entre les prix à la production et les prix à la consommation, nous développons fortement notre présence sur les marchés locaux et sur Internet. Par ailleurs, nous nous organisons en plateformes locales, pour être plus attractifs, prendre davantage de marchés à l'international et apporter une régularité de production.



Michel-Louis PROST

Président de l'Association pour le Développement de l'Informatique en Rhône-Alpes (ADIRA)

Prestataires de services informatiques : tenir jusqu'en juin, être prêts à repartir ensuite

Pour 2009, les services informatiques rhônalpins tablent sur une évolution d'activité de 0 à - 10 % selon les secteurs. Des baisses significatives de chiffre d'affaires sont attendues jusqu'en juin inclus, avant une remontée au second semestre. La clientèle des banques et assurances - et en général des biens et services - est encore au rendez-vous. En revanche, les investissements dans l'industrie sont en berne, sauf pour la sécurité, l'amélioration de la productivité et la R&D. La frilosité et l'attentisme ambiants risquent de bloquer le marché, notamment chez les grands comptes. Les entreprises et PME ancrées en région sont heureusement plus pragmatiques dans leurs décisions d'investissement. Notre secteur embauche encore, même s'il reste difficile de trouver de bons profils.



Eric OBEUF

Président du Club Prestige Rhône-Alpes

Un ralentissement très net en début d'année pour l'hôtellerie de luxe

Après la tenue du SIRHA en janvier, l'hôtellerie de luxe devrait enregistrer un ralentissement très net de son chiffre d'affaires sur février et mars, à hauteur de 10 % environ par rapport à la même période l'an dernier. Un mouvement qui devrait se poursuivre sur l'année 2009, la crise touchant aussi la clientèle business et haut de gamme. Les professionnels comptent toutefois sur le maintien du calendrier des salons et congrès, et sur la poursuite des succès sportifs de l'OL, plutôt que sur le tourisme d'agrément. La clientèle américaine est clairement en net recul. En revanche, en stations, les vacances de Noël et de février ont été un succès. La situation pour l'hôtellerie de luxe devrait se clarifier fin mars. D'ici là, nous essayons de trouver des formules attractives, sans casser les prix, et de détecter de nouveaux marchés.



Pierre SIBUT

Président de la Fédération Nationale des Transports Routiers (FNTR) Rhône-Alpes

Face à l'effondrement de leur activité, les transporteurs espèrent un soutien spécifique

Les transporteurs se préparent en Rhône-Alpes comme en France à un effondrement de l'activité en 2009, de - 10 à - 40 % en volume selon les filières. Ils sont déjà entrés affaiblis dans la crise avec des trésoreries à sec. L'essentiel des marchés internationaux est perdu et les débouchés locaux ne sont pas extensibles à l'infini. Pour répercuter nos coûts, il faudrait augmenter les prix de 8 % alors que nos entreprises doivent au contraire s'aligner sur une baisse de 10 à 20 % en Europe. Conséquence : Rhône-Alpes devrait perdre 5 000 à 6 000 emplois. Une réflexion nationale est en cours sur les mesures qui permettraient d'abaisser le coût du travail. Le transport a demandé aux pouvoirs publics un plan de soutien spécifique pour que nos entreprises puissent tenir jusqu'au redémarrage de l'activité en 2010-2011.



Amel LOUNAS

Présidente de l'association Interline Rhône-Alpes

L'activité régionale des compagnies aériennes n'échappe pas à la crise

La crise économique impacte de façon certaine l'industrie du transport aérien, déjà très touchée en 2008 par la flambée des cours du pétrole. En Rhône-Alpes, le secteur n'échappe pas à cette tendance même si le bilan global 2008 est positif pour l'aéroport de Saint-Exupéry avec une croissance du trafic passagers de 8,2 %, essentiellement tirée par le développement du trafic low cost et l'international. On observe actuellement une baisse des réservations et une augmentation du nombre de clients reportant leur vol « à la dernière minute ». Au niveau international, toutes les compagnies aériennes se sont adaptées à cette crise avec, pour certaines, une réduction de leur capacité. Le marché régional est bien sûr concerné par ces mesures.



André CHAFFRINGEON

Président du Comité régional des banques

Exercer notre métier de prêteur de façon responsable

Les banques sont confrontées à un net ralentissement de la demande de crédit de la part des grandes entreprises, des PME et des particuliers pour l'habitat. La demande émanant des TPE semble toutefois résister. L'enjeu consiste à soutenir l'économie, tout en proposant du crédit responsable. A ce titre, d'une part la coopération avec OSEO se développe notamment au travers de crédits de reconstitution de fonds de roulement, d'autre part les Banques jouent volontiers le jeu de la Médiation du Crédit. De l'autre côté du bilan, la collecte de l'épargne s'accompagne d'une vive concurrence entre établissements avec des marges qui se dégradent. Les investissements en informatique sont importants, notamment dans la banque par Internet dont le fort développement de l'activité ne se fait pas au détriment des réseaux d'agences, même si le nombre des créations ralentit. Poussées par la pyramide des âges, les embauches vont se poursuivre, mais à un rythme plus faible qu'en 2008.



Dominique DI BELLO

Président de la Fédération régionale des Entreprises de Transport et Logistique (TLF)

Transport et logistique : penser au redémarrage

Transporteurs et logisticiens rhônalpins ont enregistré en janvier 2009 une baisse d'activité par rapport à 2008, avec de forts écarts selon les métiers : - 30 à - 35 % pour l'automobile, - 5 % pour la messagerie. Le transport routier perd 15 % de volume en moyenne, bien davantage sur l'Espagne, un peu moins sur l'Europe de l'Est, l'Allemagne, la Belgique. Les importations se tiennent bien, contrairement aux exportations qui chutent jusqu'à 35 % dans l'aérien. Nos tarifs moyens ont déjà baissé de 5 à 10 %. Les investissements sont gelés. Les infrastructures régionales, comme le port E-Herriot et Saint-Exupéry-Fret, voient leurs activités se réduire nettement. Il faut dès aujourd'hui penser au redémarrage. Les pouvoirs publics devraient envisager des mesures pour soutenir l'investissement dans des véhicules plus propres et des infrastructures d'avenir (fret ferroviaire notamment).



Daniel BOUVARD

Président Rhône-Alpes du Syndicat des Entreprises de Travail Temporaire

Pour la première fois, l'intérim souffre plus en Rhône-Alpes qu'en France

Sur un an, le nombre d'intérimaires en mission en janvier 2009 a baissé de 33,9 % en Rhône-Alpes et de 32,2 % en France. Pour la première fois, la région souffre plus que le niveau national. L'industrie automobile, la chimie, la métallurgie et l'industrie des équipements du foyer sont particulièrement touchées. Mais certains segments devraient encore progresser comme l'ingénierie, le médical, la comptabilité, l'informatique... Les agences déplorent le comportement des assureurs crédit qui tendent à amplifier la crise en réduisant leur couverture assurantielle. Pour dynamiser l'intérim, il faudrait augmenter le nombre autorisé de renouvellements de contrats d'intérim et permettre aux agences d'utiliser une partie des sommes dues au titre de la taxe d'apprentissage pour développer des actions de professionnalisation des jeunes.



Gilles MAURER

Président de Syntec Rhône-Alpes

Le tertiaire supérieur continuera de recruter en 2009

Dans nos professions à faible visibilité, l'incertitude deviendra préoccupante à partir du second trimestre 2009. Après une progression inférieure à 10% en 2008, le tertiaire supérieur régional s'attend à une stabilité de ses activités, avec des situations contrastées selon les métiers. Les secteurs de l'énergie, de la pharmacie, de la santé restent porteurs et génèrent de nouvelles missions. L'informatique devrait encore enregistrer une croissance de 5 à 6 %. L'ingénierie compte notamment sur le Plan de relance pour renforcer son activité dans les infrastructures. Le conseil en management resserre les coûts et passera d'une offre de développement à une offre de restructuration. Globalement, le tertiaire supérieur devrait continuer à recruter en 2009 et de jouer l'atout proximité.



Emmanuel GOUTAGNY

Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Rhône-Alpes

Pression sur les prix, tension sur les facturations

Le recul général d'activité place de nombreuses entreprises en dessous du seuil de rentabilité. Les chiffres d'affaires prévisionnels sont revus à la baisse et tous les postes sont passés au crible. La principale problématique des sociétés est d'obtenir des financements pour maintenir une trésorerie. Les renégociations de contrats crédit-bail et d'emprunts se multiplient. Les nouvelles modalités pour les délais de paiement réduiront le crédit interentreprises, mais se télescopent avec la crise. Les effets bénéfiques s'en trouvent donc amoindris. Le volume d'activité de nos cabinets reste constant, mais les prix baissent, donc notre rentabilité diminue également. Le niveau d'emploi du secteur sera tributaire du maintien ou non de nos chiffres d'affaires.



Jean CHAVOT

Président de la FNAIM Rhône-Alpes

Immobilier régional stable : une opportunité pour les investisseurs

En 2009, le volume des transactions devrait se maintenir au niveau atteint au second semestre 2008. Les chiffres d'affaires des professionnels devraient globalement baisser, sauf dans l'immobilier d'entreprises, toujours confronté à une pénurie de locaux. Le redémarrage du secteur est tributaire du retour des investisseurs sur un marché locatif qui garantit encore de bons rendements. Pour ceux qui ont les moyens d'acheter, tous les voyants sont au vert en 2009, en particulier en Rhône-Alpes qui reste une région attractive. Deux mesures préconisées par la FNAIM aideraient à traverser la crise économique : le doublement du prêt à taux zéro pour les primo-accédants dans l'ancien ainsi que la création d'un statut de bailleur privé.



Bernard FONTANEL

Président de la Fédération du Bâtiment de la région Rhône-Alpes

Le bâtiment entre dans la crise mais embauche toujours

Pour la première fois depuis dix ans, le bâtiment rhônalpin s'attend en 2009 à un recul de son volume d'activité de 5 % à prix constants. La construction devrait chuter de 20 % pour atteindre 38 000 logements neufs cette année, contre 46 500 en 2008. Pour le non-résidentiel, la baisse serait de 10 %. Grâce aux mesures liées au Grenelle de l'environnement, le niveau d'activité en amélioration/rénovation pourrait rester stable. Nous devrions perdre 3 000 équivalents temps plein, mais du fait d'un turn-over important et de l'effet pyramide des âges, 8 300 postes seront quand même à pourvoir en 2009. En Rhône-Alpes, les grandes opérations de l'année sont déjà lancées : Confluence, siège du Conseil régional, Tour Oxygène, Halles de Chambéry... Nous bénéficierons des effets du Plan de relance seulement en 2010.



Pierre RAMPA

Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes

Les TP misent sur le Plan de relance et le développement durable

L'activité des travaux publics rhônalpins devrait cette année chuter de 6 à 7 % en volume. Les carnets de commandes sont en baisse, ce qui s'explique par un lent redémarrage du côté des collectivités locales, consécutif aux élections municipales, et par un recul des chantiers privés. Les niveaux de rentabilité se dégradent depuis septembre du fait d'un climat redevenu très concurrentiel. Le recours aux travailleurs intérimaires s'est nettement réduit. Toutefois, de grands projets régionaux sont en cours de préparation dans le cadre du Plan de relance et un sursaut d'activité devrait en résulter à moyen terme. L'axe développement durable constitue une autre opportunité pour sortir de cette année difficile, pour les constructions neuves et pour les entreprises de TP elles-mêmes.



Pierre BRUNET

Président de la Commission « Commerce » de la CRCI Rhône-Alpes

Inquiétude du commerce traditionnel face à la loi de modernisation de l'économie

Après un bon résultat des soldes d'hiver 2009, pratiquement identique à celui de 2008, le commerce traditionnel rhônalpin s'attend à une légère baisse des chiffres d'affaires. Les prix devraient également diminuer, au moins dans l'alimentaire, en raison de la multiplication du hard discount. Sur ce point, l'application de la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) est inquiétante. Évincés des CDAC, les professionnels réclament une réflexion sur les besoins des territoires avant chaque implantation. Le raccourcissement des délais de paiement risque en outre d'augmenter les difficultés des petits commerçants. Face à ces évolutions, la Commission Commerce de la CRCI propose, entre autres, aux commerçants des outils de dynamisation, notamment une démarche qualité basée sur une remise en question volontaire.



Jean-Marc ASSAEL

Président de la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution (FCD) Rhône-Alpes

Un début d'année moins difficile que prévu dans la grande distribution

L'année 2009 débute avec moins de difficultés que prévu dans la grande distribution rhônalpine. Les chiffres d'affaires de janvier demeurent assez stables par rapport à janvier 2008, tout comme le volume d'activité. Les ventes de denrées alimentaires se maintiennent, celles des produits non alimentaires sont en recul. Nous espérons une prolongation de ces tendances sur l'ensemble de l'année. Nos marges sont très faibles, ce qui se répercute sur les investissements qui resteront réduits. De nouvelles habitudes de consommation font leur apparition : les commerces plus proches des bassins de vie et de taille plus petite sont privilégiés, les marques nationales perdent du terrain au profit des marques distributeurs.



Jean-Michel PERISSOUD

Président Rhône-Alpes du Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA)

L'activité des professions de l'automobile tirée par le dynamisme régional

En Rhône-Alpes, en janvier 2009, les immatriculations de véhicules légers ont progressé de 2,2 % par rapport à janvier 2008, alors qu'elles ont chuté de 7 % en France. Les particuliers comme les entreprises renouvellent plus vite leurs véhicules en région (tous les sept ans en moyenne contre neuf au niveau national). L'impact du bonus écologique, de la prime à la casse, est positif, mais la rentabilité est en forte baisse du fait de marges de plus en plus réduites. Le marché des petites cylindrées est alimenté par le remplacement des véhicules secondaires des foyers. La vente de voitures d'occasion connaît de sérieuses difficultés. Pour mieux répondre aux besoins de la clientèle touchée par la crise, nous demandons la création d'une "super-prime à la casse sécurité" pour les voitures qui ne disposent pas de tous les équipements de sécurité (airbags par exemple).



Bernard GAUD

Président de l'Association Régionale des Industries Alimentaires (ARIA)

1 500 postes à pourvoir dans l'industrie alimentaire régionale

En 2009, l'industrie alimentaire rhônalpine devrait croître de 2 à 3 % en volume et voir son chiffre d'affaires augmenter d'environ 5 %. Notre secteur bénéficie en Rhône-Alpes de la hausse du nombre de consommateurs, de la diversité de ses filières et d'un bon soutien des banques. Près de 1 500 postes seront encore à pourvoir cette année. Nos principaux risques pour 2009 portent sur les niveaux de rentabilité, dans un contexte où la pénurie de personnel rend nécessaire la mécanisation des lignes de production, et sur la hausse du coût des assurances. Pour faire face à cela, des mouvements de concentration ou d'augmentation de la taille des structures sont en cours. La filière reste dynamique en matière de création d'entreprises.



Gérard GOUJON

Président de Plasturgie Rhône-Alpes

Plasturgie : sortir de la crise nécessite une solidarité entre donneurs d'ordre et sous-traitants

La plasturgie rhônalpine enregistrera vraisemblablement une baisse d'activité de 5 à 20 % en 2009, assortie d'une baisse des prix réclamée par les donneurs d'ordres. Ceci entraînera chômage technique, licenciements et dépôts de bilan dans nos entreprises. Les marchés de la construction et de l'automobile demeurent les plus touchés ; ceux de la pharmacie, des cosmétiques et de l'agro-alimentaire se maintiennent. Malheureusement, les effets du Plan de relance ne se feront sentir qu'en fin d'année. Les atouts de la plasturgie, comme l'agilité et la compétitivité, resteront insuffisants sans un changement radical des comportements. La sortie de crise passera par une nécessaire solidarité entre acteurs économiques, en particulier entre sous-traitants et donneurs d'ordres.



Guy REVOL

Président de la délégation Rhône-Alpes/Auvergne de la Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France (CDAF)

Pour un nécessaire retour à des stratégies partenariales

La fonction "achats" enregistre un important recul de ses activités dans l'industrie, le bâtiment et les services. Au premier trimestre 2009, l'indice de confiance des Directeurs d'achats que nous mesurons depuis une dizaine d'années devrait atteindre son plus bas niveau, après avoir déjà enregistré une baisse de 25 % en six mois. Les acheteurs font face à des pressions croissantes de la part de leur direction générale. De grands groupes rhônalpins n'hésitent plus à annuler des commandes chez leurs fournisseurs ou sous-traitants. Les stocks diminuent et le volume des achats est toujours en recul, particulièrement en région. Les politiques d'achats évoluent vers une remise en cause du partenariat et un retour du "chacun pour soi". La Loi de Modernisation de l'Économie commence à porter ses fruits quant à la réduction des délais de paiement des fournisseurs.

CE QU'ILS EN PENSENT



François RIEFFEL

Président de la Fédération des Industries Mécaniques -
Délégation Rhône-Alpes

**Industrie mécanique :
maintenir les compétences des entreprises et
soutenir les plus touchées**

Au premier trimestre 2009, les industries mécaniques sont confrontées à une baisse des carnets de commandes, jusqu'à 30 voire 50 % chez les sous-traitants de l'automobile et des travaux publics. Ceux qui travaillent pour l'énergie, la santé et la pharmacie souffrent beaucoup moins de la crise. Nous sortons de quatre années fastes, ce qui a tendance à amplifier la baisse actuelle. Les trésoreries sont heureusement saines et nous continuons à embaucher. Les pouvoirs publics locaux s'investissent aux côtés des sociétés les plus touchées. Face à une telle conjoncture, il nous faut aborder les prochains mois avec sérénité, maintenir nos niveaux de compétences, miser encore sur l'innovation et réaliser les investissements qui s'imposent.



Gérard RAVOUNA

Président du syndicat des industries Mode et Habillement
Rhône-Alpes

**La mode et l'habillement doivent redoubler de
créativité pour gagner de nouveaux marchés**

Pour 2009, la mode et l'habillement rhônalpins tablent sur une baisse de leur activité d'environ 6 %. Le secteur doit faire face à un allongement des délais de paiement ainsi qu'à la frilosité des banques et assurances. Les difficultés se concentrent sur la production "Made in France", les façonniers ont de moins en moins de travail. Le luxe est maintenant touché avec un savoir-faire qui semble avoir du mal à faire la différence. La masse salariale dans nos entreprises devrait baisser d'au moins 10 %. Il faudra miser sur la créativité pour trouver de nouveaux marchés, en Europe principalement, en attendant un redémarrage de la consommation au second semestre.



Jean-Claude MONTAGNON

Président de l'UNITEX, Union interentreprises Textile Lyon
et région Rhône-Alpes

Développer les alliances et les synergies

Pour le textile rhônalpin, la baisse des carnets de commandes et les difficultés de trésorerie sont une préoccupation réelle. Les secteurs travaillant pour l'automobile ne réalisent plus que 30 % de leur chiffre d'affaires normal. Nombre d'entreprises adoptent des mesures de chômage partiel et des licenciements ont déjà eu lieu. Néanmoins certaines sociétés positionnées sur des marchés de niches continuent à tirer leur épingle du jeu. La filière textile organisée dans STRAT (Synergie Textile Rhône-Alpes Territoire) continue à orienter, soutenir et accompagner les entreprises du réseau vers de nombreux débouchés et de nouvelles zones à l'exportation.



Gérard GUILPAIN

Président du Groupement des industries chimiques et
connexes Rhône-Alpes

**Les industries chimiques maintiennent leur
effort de R&D**

La crise a un impact sévère sur la chimie régionale qui subit les répercussions des difficultés de l'automobile et de la construction. Après des baisses de production de 10 à 50 % enregistrées depuis octobre 2008 par rapport à un carnet de commandes normal, un nouveau recul est attendu au premier trimestre 2009. La situation est d'une ampleur tout à fait inédite depuis 20 ans. Les unités de production tournent au ralenti et bénéficient donc peu de la baisse des prix des matières premières. Les activités liées à l'aéronautique, aux cosmétiques, aux télécommunications et aux produits phytosanitaires s'en sortent mieux. Cette année, les investissements devraient chuter de 10 % à 30 % par rapport à 2008. Ils seront néanmoins stables en matière de R&D ; la sécurité et la préservation de l'environnement restent notamment des objectifs incontournables pour nos entreprises. Nous comptons sur des incidences positives du Plan de relance à partir du deuxième semestre.



Claude BORDES

Président de l'Union Des Industries Métallurgiques et
Électriques Rhône-Alpes (UDIMERA)

**De fortes inquiétudes pour 70 % des entreprises
de l'industrie métallurgique et électrique**

Selon la dernière enquête de conjoncture achevée mi-février, 70 % des industriels de l'UDIMERA constatent une "très forte dégradation de leur volume d'activité". Les marchés les plus touchés sont les activités sidérurgiques, l'automobile et les poids lourds, le matériel pour BTP, et certains secteurs du parapétrolier. Certains sous-traitants de l'automobile enregistrent début 2009 une baisse de 70 % de leurs carnets de commandes par rapport à octobre 2008. Dans le nucléaire et l'aéronautique, nos entreprises résistent mieux. Nous espérons beaucoup du Plan de relance gouvernemental. Nos objectifs majeurs sont d'éviter les licenciements et donc les pertes de compétences associées, et d'assurer le financement des fonds de roulement pour les échéances difficiles des mois à venir. Malheureusement, 40 % des entreprises reconnaissent qu'elles auront recours au chômage partiel cette année, 23 % à des licenciements économiques et 60 % d'entre elles confirment les impacts négatifs sur la trésorerie, soit 20 % de plus que lors de l'enquête précédente de novembre 2008.



Yves RULLIERE

Président de l'Union Nationale des Industries de
la Communication (UNIC) Rhône-Alpes

**L'imprimerie et la communication bien
positionnées en Rhône-Alpes pour tenir face
à la crise**

En 2009, l'imprimerie et la communication rhônalpines devraient enregistrer un recul de 5 à 10 % de leur chiffre d'affaires. Celui-ci ne s'explique pas par une baisse du volume d'activité, mais par une érosion des prix. Dans le contexte général de crise, les agences s'en sortent plutôt bien. Les imprimeries sont, elles, confrontées à une concurrence européenne grandissante, et la crise accentue un rythme d'activité en dents-de-scie. Une excellente réactivité et un bon tissu industriel sont toutefois des atouts pour l'imprimerie et la communication en Rhône-Alpes. Les structures vieillissantes finissent de disparaître, la taille et la capacité des autres augmentent, les investissements sont maîtrisés. Le secteur est prêt à rebondir après le premier semestre.